

Sous le titre *Histoire d'une révolution, la Marine depuis 1870*, le Centre d'études supérieures de la Marine propose une synthèse des travaux du Service historique de la Défense sur la politique navale française sous toutes ses formes.

Sous la direction de M. Philippe Vial, les auteurs adressent à un large public intéressé par l'histoire de la Marine un panorama des grandes évolutions institutionnelles, politiques et stratégiques connues par les forces navales de notre pays, du Second Empire à la Ve République au début du XXI^e siècle. Conçu sans notes de bas de page renvoyant à des archives et à de la bibliographie, le propos ne vise pas à l'érudition scientifique ou à la discussion historiographique, mais à une vision d'ensemble commode des « mutations de tous ordres, qui modifient comme jamais les traits et la place de la Marine ».

C'est en ce sens qu'il faut entendre le mot ambivalent de « révolution » qui peut désigner aussi bien le retour exact au point de départ d'une trajectoire qu'une rupture profonde et brutale, éventuellement sanglante.



Le Redoutable dans les années 1890. Crédit photo : SHD.

Plusieurs axes forment autant de fils conducteurs à travers le siècle et demi envisagé :

- une histoire des politiques navales sous des régimes différents et même des républiques successives ;
- une mise en rapport de ces politiques avec les environnements stratégiques et diplomatiques, comme avec les arbitrages entre terre et mer, ce qui revient à réfléchir sur le rôle de la Marine dans la politique extérieure française ;
- une interrogation sur la plus ou moins grande adaptation de ces politiques aux guerres et opérations qu'il a fallu réellement mener ;
- une attention soutenue à la Marine comme institution par la place qu'elle occupe dans l'État en même temps qu'une évaluation de l'impact de la politique dans la Marine, à partir des périodes de tensions ou, au contraire, de proximité entre le corps des officiers et le régime du moment.

Cette grille de lecture mettant la politique, dans ses diverses acceptions, au centre de l'analyse est appliquée sur une longue durée qui voit d'abord l'inexorable déclassement de la Marine française, deuxième du monde sous le Second Empire mais cinquième en 1914, puis son relatif relèvement qui lui valait d'être la quatrième en 1970, juste derrière la Royal Navy. À partir de la première patrouille du Redoutable en 1972, elle est devenue un élément toujours plus important de la dissuasion nucléaire, permettant le retour puis le maintien de la France à un rang qui ne serait plus le sien autrement.

On ne peut cependant manquer de se poser la question de l'inquiétante distorsion actuelle entre les moyens, en nette diminution, et les missions, multipliées : on ne peut plus faire deux choses (importantes) à la fois et il n'est pas évident de concilier la logique des Opex avec la cohérence de l'outil naval.

Au fil des pages, le lecteur trouvera confirmation de données déjà connues des historiens, par exemple sur l'inadaptation de l'outil naval en 1914 ou l'état des forces et faiblesses de la Marine de 1939, ainsi que des perspectives nouvelles sur l'importance à tous égards de l'engagement en Indochine à partir de 1946 ou l'ampleur sans équivalent des forces déployées pour l'infructueuse expédition de Suez.

Il assistera à la progressive disparition du département ministériel que fut jadis la Marine, héritage colbertien peu à peu effeuillé puis fondu dans le creuset interarmées du ministère de la Défense. Il pourra aussi prendre conscience de problèmes rarement évoqués tels que la faiblesse logistique quasi structurelle de la Marine.

Il comprendra, en creux, qu'à partir des années 60 et de l'avènement de la force de frappe, il n'est plus possible d'évoquer encore une politique « navale », dès lors que seule existe une politique de défense, arrêtée au plus haut niveau de l'État : la dissuasion nucléaire, à laquelle la Marine participe éminemment, est une arme politique et non pas strictement militaire. C'est la dernière des armes, aux mains du premier des Français.

Des questions sont posées, non sans quelque esprit de provocation, comme celle de savoir si la Marine française a vraiment été, pendant la période considérée, davantage que l'outil naval régional, en l'occurrence méditerranéen, d'une puissance continentale rentrée dans le rang.

En un siècle et demi, depuis l'avènement de la vapeur et de la cuirasse, les mutations n'ont pas manqué. Ont-elles été une révolution ? Une succession de métamorphoses à tout le moins. Les rappeler est porteur d'espoir : en dépit des guerres civiles, ouvertes ou larvées, des défaites et des erreurs, la France a été capable à plusieurs reprises de reconstruire son instrument naval, de le repenser, de le financer et de trouver des personnels, de tous grades, pour y servir. Ce fut le cas à chaque fois que l'autorité politique a choisi la durée.

Il faut savoir gré aux chercheurs du Service historique de la Défense d'avoir rédigé ce dossier qui montre quelle est leur place dans un champ disciplinaire à la fois en expansion et en renouvellement **(1)**.

L'histoire maritime est en effet en plein essor en France, comme en témoigne le dynamisme du Groupement d'intérêt scientifique (GIS) d'histoire maritime dont le prochain colloque, à Nantes en juin 2013, portera justement sur « la recherche en histoire maritime, objets, enjeux et méthodes ».

L'étude spécifique des marines de guerre est aussi en train de prendre des formes inédites en histoire tant moderne (où il existe depuis Jean Meyer une solide tradition) que contemporaine. À côté de l'approche très politique qui est celle des auteurs de ce cahier, il s'en développe d'autres comme les travaux menés sur les arsenaux, les approvisionnements et les financements des marines, notamment par David Plouviez (Nantes), Olivier Corre (Brest) et par Caroline Le Mao (Bordeaux III) en histoire moderne, ainsi que la thématique que j'explore à Paris Sorbonne avec mon collègue Tristan Lecoq sur « l'opérationnel naval, objet d'histoire, XVIIe-XXIe siècles », en lien avec l'École navale.

Un tel cahier, dont j'ai plaisir à remercier les auteurs avec qui j'ai, par le passé, collaboré

plusieurs années durant **(2)**, a enfin l'intérêt d'appeler d'autres travaux, avec une mise en contexte plus poussée de certains épisodes qui y sont étudiés, telle que la volonté des politiciens radicaux de « républicaniser » les forces armées et pas seulement la Marine et aussi avec des comparaisons nécessairement fructueuses entre la France et les autres puissances, européennes ou non, qui ont joué ou jouent encore un rôle maritime. Il est plus que probable que le Service historique de la Défense, dans son format interarmées, et en relation forte avec ce qui se passe ailleurs, offrira un dispositif propice pour répondre à de telles attentes.

Olivier Chaline

- *Professeur d'histoire moderne, Université Paris Sorbonne (Paris IV)*
- *Directeur du Laboratoire d'histoire et d'archéologie maritimes (FED 4124)*
- *Membre de l'Institut d'histoire de la Défense et de la sécurité MARS (Marines, Armées, Renseignement, Sécurité), Paris Sorbonne.*

(1) On trouvera plusieurs contributions des auteurs de ce cahier dans le numéro 14 de la Revue d'histoire maritime, « Marine, État et politique », qui contient notamment les actes du colloque qu'ils avaient organisé à Vincennes sur ce thème.

(2) Je leur ai en effet ouvert mon séminaire d'histoire maritime à Paris Sorbonne (Paris IV), si bien que plusieurs d'entre eux ont eu l'occasion d'y intervenir dans le cadre d'un partenariat entre mon université et le Service historique de la Défense Paris Sorbonne (Paris IV) sur le thème « Marine et politique », partenariat auquel s'était ensuite joint le Centre d'études supérieures de la Marine que je remercie de nous avoir généreusement accueillis pendant deux semestres.